



## MEMORANDUM N° 20/2011

17/02/2011

### SUMMARY:

- ONE) - **EU AGREES TO ASSIST ITALY OVER LAMPEDUSA MIGRANT INFLUX** – *Page 2*
- TWO) – **ITALY SEEKS HELP TO COUNTER MASSIVE ARRIVAL OF TUNISIANS** – *Page 2*
- THREE) – **ASHTON VISIT TUNISIA AND A NUMBER OF COUNTRIES IN THE MIDDLE EAST REGION, INCLUDING ISRAEL AND OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY THIS WEEK** – *Page 3*
- FOUR) **TUNISIA OFFERS COOPERATION TO IMPLEMENT BLOCKADE** - *Page 4*
- FIVE) – **TUNISIAN FOREIGN MINISTER QUILTS** - *Page 4*
- SIX) – **EU COMMISSION TABLES PROPOSALS, BUT MEMBER STATES BLOCK THEM** - *Page 5*
- SEVEN) – **ITALY CLASHES WITH TUNISIA TOO OVER IMMIGRANTS-** *Page 5*
- TUNISIAN ARMY CLAMPS DOWN ON CROSSINGS TO ITALY**
- EIGHT) – **FRANCE WARNS OF ‘ZERO TOLERANCE’ FOR TUNISIAN IMMIGRANTS** - *Page 6*
- NINE) – **FRANCE CALLS FOR REINFORCEMENT OF EU EXTERNAL BORDERS AGENCY** – *Page 7*
- TEN) – **SOUTHERN AFRICA: SECURING SAFE WATER FOR A MILLION MORE** - *Page 7*
- ELEVEN) – **EGYPT: JOY ERUPTS, NOW FOR CHANGE** - *Page 8*
- TWELVE) **EGYPT REBELLION SPREADS TO STATE EMPLOYEES** - *Page 9*
- THIRTEEN) – **UK CALLS FOR INTERNATIONAL ACTION ON MUBARAK ASSETS** - *Page 9*
- EU'S JUNCKER WOULD BACK MUBARAK ASSET FREEZE**
- FOURTEEN) - **EU URGES EGYPT TO SHOW 'RESPONSIBILITY'**- *Page*
- FIFTEEN) – **WORLD SOCIAL FORUM: FISHERIES NEED TRANSPARENT REGULATION** - *Page 10*
- SIXTEEN) – **ALGERIA OPPOSITION PLANS NEW MARCH NEXT SATURDAY** - *Page 12*
- SEVENTEEN) - **U.S. URGES ALGERIAN POLICE TO EXERCISE ‘RESTRAINT’** - *Page 12*
- EIGHTEEN) - **SOUTH SUDAN REPATRIATION PROGRAMME IN CHAOS** - *Page 12*
- NINETEEN) - **BNP PARIBAS CLOSSES IVORY COAST BANK** - *Page 13*
- TWENTY) - **SUDAN GOVERNOR EXPELS FRENCH GROUP FROM DARFUR** – *Page 13*

## ONE) - EU AGREES TO ASSIST ITALY OVER LAMPEDUSA MIGRANT INFLUX

Deutsche Welle reports on the EU's agreement to help Italy deal with the "exceptional pressure" the country is facing following a mass influx of Tunisian refugees.

The paper says that more than 4000 migrants arrived by boat over the weekend at the Italian island of Lampedusa.

The mass influx of Tunisians to the small island, which sits just over 100km from the North African coast, has been triggered by the political unrest that unseated president Zine El Abidine Ben Ali.

The Independent adds that the island's authorities are struggling to deal with the sudden arrival of the refugees, prompting the Italian government to appeal to Brussels for assistance.

Meanwhile, the Wall Street Journal reports that Italy's reliance on North African governments to contain the flow of migrants in return for financial and military aid is "coming apart at the seams" following the political turmoil across the region that began in Tunisia in January.

"There's a political and institutional earthquake that risks having a devastating impact on Europe through Italy," the paper quotes Italian interior minister Roberto Maroni speaking on Sunday.

Maroni is also reported to have said that he will contact the Tunisian authorities for authorisation to send Italian forces to the country to assist in stemming the flow of immigrants.

However, the BBC reports that the Tunisian government condemned Maroni's comments and rejected the possibility of foreign troops being stationed on their soil.

Following Rome's call for EU help, a European commission spokeswoman said any response would be coordinated through the EU's border security agency Frontex.

"[EU home affairs] commissioner, Cecilia Malmström is in contact with the Frontex agency and with the European asylum support office to examine how they can assist the Italian authorities," said the spokeswoman.

## TWO) – ITALY SEEKS HELP TO COUNTER MASSIVE ARRIVAL OF TUNISIANS

Les débarquements massifs de Tunisiens sur la petite île italienne de Lampedusa se sont poursuivis dimanche, suscitant l'inquiétude de Rome qui a lancé un appel à l'aide internationale pour affronter la crise et veut déployer ses policiers en Tunisie. "Je demanderai au ministre tunisien des Affaires étrangères l'autorisation pour nos forces d'intervenir en Tunisie pour bloquer les flux. Le système tunisien est en train de s'écrouler", a déclaré le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni au journal télévisé TG5. Le porte-parole du gouvernement tunisien a qualifié cette idée d'"inacceptable", plus tard dans la soirée sur la chaîne de télévision Al-Arabiya. Maroni, membre de la Ligue du Nord, un parti anti-immigré et populiste, a également critiqué l'absence d'une action européenne concertée, déclarant que l'UE "a laissé l'Italie seule, comme d'habitude", face au débarquement d'environ 5.000 personnes en cinq jours. "L'Europe ne fait rien. Je suis très préoccupé et j'ai demandé l'intervention urgente de l'UE car le Maghreb est en train d'exploser. Comme d'habitude, on nous a laissés seuls. Nous gérons l'urgence humanitaire avec la seule protection civile. Une intervention de l'Europe est indispensable", a insisté le ministre. A Tunis, une source proche du gouvernement a déclaré dans la soirée à l'AFP que les autorités tunisiennes avaient envoyé des renforts pour enrayer le flux des clandestins depuis les côtes tunisiennes vers l'Europe. **EU COMMISSION MULLS HELP** A Bruxelles, la Commission européenne examine les mesures qu'elle pourrait prendre pour aider l'Italie à faire face au débarquement de milliers d'immigrants clandestins tunisiens sur son île de Lampedusa, a déclaré dimanche une porte-parole. "La Commission européenne est en contact étroit avec les autorités italiennes", a indiqué une porte-parole, sans annoncer de mesures concrètes dans l'immédiat. La Commissaire européenne à la sécurité Cecilia Malmström "a parlé personnellement hier (samedi) avec M. Maroni, et elle est parfaitement consciente de la pression exceptionnelle sur l'Italie" que constitue ce débarquement massif, a déclaré une porte-parole de la Commission. Mme Malmström est en contact avec Frontex, l'agence de l'UE chargée de la surveillance des frontières, et avec le bureau européen d'aide à l'asile, "pour examiner de quelle manière ils pourraient assister les autorités italiennes", a indiqué la porte-parole. "La Commission est prête à discuter la question plus en détail au prochain Conseil Justice et Affaires intérieures le 24 février", a-t-elle ajouté.

**ASHTON IN TUNIS** Catherine Ashton, est arrivé lundi à Tunis pour apporter le soutien de l'Europe au processus de transition dans ce pays et évoquer les moyens d'endiguer le flux de clandestins tunisiens vers l'Europe, a constaté un photographe de l'AFP. Mme Ashton, arrivée en début de matinée, devait s'entretenir avec le Premier ministre tunisien Mohamed Ghannouchi et rencontrer notamment les présidents des commissions chargées de mener la réforme politique et d'enquêter sur les abus et la corruption sous le régime de Ben Ali tombé il y a tout juste un mois. Mme Ashton a demandé le 8 février une "vraie" réforme

politique dans ce pays comme en Egypte, offrant de l'aide à ces pays pour combattre la corruption et se doter de gouvernements plus transparents. Elle arrive en pleine crise entre la Tunisie et l'Italie, où des milliers de clandestins tunisiens sont arrivés ces derniers jours. La haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères doit évaluer la situation sur le terrain, a indiqué Bruxelles alors que l'UE examine les mesures qu'elle pourrait prendre pour aider l'Italie à faire face au débarquement des immigrants clandestins tunisiens sur son île de Lampedusa. Le ministre de l'Intérieur Maroni et le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini ont réclamé vendredi dans un communiqué commun "la convocation urgente d'une réunion au niveau politique du Conseil justice et Affaires intérieures de l'UE". L'Italie "demande le déploiement immédiat d'une mission Frontex d'interception et de patrouille au large des côtes de Tunisie pour le contrôle des flux", ont-ils poursuivi. Il faut "une réponse immédiate de l'UE à la nouvelle situation, l'Italie ne peut pas faire front seule et il est de l'intérêt de l'Europe entière (d'agir) de manière efficace et en temps voulu", ont insisté les ministres italiens. Près de 1.400 personnes sont arrivées à Lampedusa seulement depuis samedi minuit, selon des chiffres des gardes-côtes. Pour soulager les immigrés, les autorités italiennes ont décidé l'ouverture immédiate du Centre de premier accueil qui avait été fermé en 2009, et un millier de personnes environ y a trouvé tout de suite refuge. "Il est devenu impossible pour nous de vivre en Tunisie: il y a des violences, des enlèvements, on ne sait plus qui commande, le pays est à la dérive", a déclaré une femme arrivée dans la nuit, qui dit vouloir rejoindre sa famille en France. "Nous avons peur. La révolution de janvier n'a absolument rien changé. Nous voulons trouver du travail en Europe et nous demandons l'aide du peuple italien", a déclaré un jeune homme à la télévision Sky TG-24. **ITALIAN GOVERNMENT PROPOSES ALBANIA-TYPE BLOCKADE** Le gouvernement italien a proclamé samedi l'état d'urgence humanitaire, ce qui permet de prendre des mesures immédiates et de mobiliser rapidement des moyens financiers "Mais cela ne suffit plus, nous devons mobiliser les pays de la Méditerranée qui ont des navires, des avions et des hélicoptères" pour contrôler la côte tunisienne, a déclaré dans une interview au Corriere della Sera le ministre des Affaires étrangères Franco Frattini. M. Frattini a préconisé le "modèle Albanie" pour résoudre le problème des réfugiés tunisiens. Dans les années 90, quand des milliers de réfugiés albanais arrivaient en Italie, Rome a déployé, avec l'accord de Tirana, des navires militaires dans les eaux albanaises, arrêtant ainsi les trafiquants de clandestins. Le ministre a par ailleurs annoncé dimanche soir une visite éclair en Tunisie lundi après-midi, au cours de laquelle il doit rencontrer le Premier ministre Mohammed Ghannouchi, en marge d'un voyage prévu de longue date en Syrie et en Jordanie. Le chef de la diplomatie de l'UE, la Britannique Catherine Ashton, doit aussi se rendre en Tunisie.

### **THREE) – ASHTON VISIT TUNISIA AND A NUMBER OF COUNTRIES IN THE MIDDLE EAST REGION, INCLUDING ISRAEL AND OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY THIS WEEK.**

During her trip to Tunisia (February 14), Ashton will meet Prime Minister, Mohamed Ghannouchi and the ministers responsible for International Cooperation, Trade and Tourism and Local and Regional Development. She also plans to meet with the main political parties and civil society.

In particular I look forward to meeting with the representatives of civil society, Human Right Defenders, Women Representatives and students. They will give me the best picture of the challenges and opportunities they face. I have realized that there is much that the EU can do to support their voices. Deep democracy can only take root and flourish through and with the participation of all civil society stakeholders.

All the Tunisian political actors and civil society at large must continue to work together, in an orderly but decisive transition towards free and democratic elections later this year, with a clear road-map of reforms and quick implementation. We in the EU support this change and we are Tunisia's strongest ally in its move towards democracy."

Catherine Ashton will travel to Israel and Occupied Palestinian Territory on Tuesday, February 15 where she will meet key actors in the Middle East Peace Process, including Israel's Prime Minister Benjamin Netanyahu, Foreign Minister Avigdor Lieberman and President of the Palestinian Authority Mahmoud Abbas and Prime Minister Salam Fayyad.

Ashton will discuss with the parties the recent meeting of the MEPP Quartet Principles which she chaired in Munich and outline the next steps agreed during the meeting, notably the upcoming meeting of Quartet Envoys with Israeli and Palestinian negotiators in Brussels.

From Israel, Catherine Ashton intends to travel to Lebanon and Jordan where she will hold meetings with the countries' leaders including President of Lebanon Michel Suleiman and King Abdullah Al Hussein of Jordan.

Catherine Ashton has also stated her intent to visit Egypt at the earliest opportunity, as mandated by EU leaders. During her visit to the region, she will stay in close contact with the Egyptian authorities so this trip can take place as soon as possible.

#### FOUR) TUNISIA OFFERS COOPERATION TO IMPLEMENT BLOCKADE

Les autorités de transition en Tunisie sont "prêtes à coopérer" avec les autres pays pour bloquer le flux de Tunisiens émigrant clandestinement en Europe, a indiqué lundi le ministère des Affaires étrangères. "Nous passons par une période exceptionnelle et les forces (de la garde maritime) font beaucoup d'efforts pour essayer d'arrêter le flux" qui inquiète l'Italie, a assuré dimanche une source proche du gouvernement, indiquant que "des renforts ont été envoyés" pour enrayer ces départs des côtes tunisiennes. **WHO ARE THE MIGRANTS ?** Des centaines de jeunes originaires des villes de Zarziz, Ben Guerdane, Tataouine, Médenine (sud) et de Gafsa (centre), marquées par un fort taux de chômage, ont ainsi pris dans la nuit de vendredi à samedi le chemin de l'exode en payant aux passeurs 2.000 à 2.500 dinars (1.003 à 1300 euros), a déclaré à l'AFP un syndicaliste de la centrale UGTT à Ben Guerdane, Hassin Betaieb. "Je voulais partir pour trouver un emploi. A cause des troubles, la situation est difficile, des sociétés ont fermé et j'ai voulu tenter ma chance en Europe", a raconté le survivant d'un naufrage, Abdelhamid Betaib, 18 ans, diplômé en mécanique. Selon des sources sécuritaires citées par le quotidien Effadah, les autorités ont arrêté ces derniers jours 1.000 à 1.500 candidats à l'émigration. A Ben Guerdane, les syndicats ont appelé les familles à surveiller leurs enfants pour les empêcher de partir, alors qu'en Italie les débarquements se sont poursuivis dimanche "à un rythme incessant". **DIFFICULT DIALOGUE WITH FAR RIGHT ITALIAN MINISTER** Rome, qui craint une crise humanitaire, a réclamé le déploiement d'une mission Frontex pour patrouiller au large de la Tunisie et entend demander le déploiement de ses policiers en Tunisie pour contenir l'immigration clandestine. Le porte-parole du gouvernement tunisien a jugé "inacceptable" sur Al-Arabiya l'idée évoquée à Rome. "C'est inacceptable", a déclaré le porte-parole Taïeb Baccouche, interrogé sur l'annonce par le ministre italien de l'Intérieur Roberto Maroni qu'il allait demander le déploiement de policiers italiens en Tunisie pour tenter d'empêcher les nombreux départs d'immigrants clandestins depuis ce pays. "Je demanderai au ministre tunisien des Affaires étrangères l'autorisation pour nos forces d'intervenir en Tunisie pour bloquer les flux. Le système tunisien est en train de s'écrouler", avait dit Maroni, membre du parti anti-immigrés et populiste de la Ligue du Nord, au journal télévisé TG5. "Le peuple tunisien refuse le déploiement de soldats étrangers sur son territoire", a répliqué M. Baccouche, ajoutant sur la chaîne de télévision Al-Arabiya que le contrôle du littoral tunisien "relève de la compétence des autorités tunisiennes". Il a déploré les déclarations de M. Maroni, ajoutant toutefois qu'elles ne sont pas surprenantes dès lors qu'elles émanent d'un ministre appartenant à "l'extrême droite raciste". A Tunis, une source proche du gouvernement a fait état de l'envoi de renforts pour enrayer le flux des clandestins des côtes tunisiennes vers l'Europe. "Les forces de la garde maritime travaillent jour et nuit pour arrêter ce flux. Elles ont arrêté beaucoup d'individus essayant de franchir les frontières", a ajouté cette source.

#### FIVE) – TUNISIAN FOREIGN MINISTER QUILTS

Le chef de la diplomatie tunisienne Ahmed Ounaïes a présenté dimanche sa démission à la veille de la visite en Tunisie de la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton et alors que des milliers de clandestins tunisiens sont arrivés en Italie, a indiqué l'agence TAP. "Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, Ahmed Ounaïes a présenté aujourd'hui sa démission du gouvernement de transition", indique l'agence officielle. Cet ancien ambassadeur à la retraite, âgé de 75 ans et qui a servi sous la présidence de Habib Bourguiba et de Zine El Abidine Ben Ali, avait été nommé secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le premier gouvernement d'union nationale, le 17 janvier. Il était devenu ministre dans le gouvernement de transition remanié le 27 janvier par le Premier ministre Mohamed Ghannouchi. Mais depuis une visite en France le 4 février, il n'avait quasiment pas repris ses fonctions, selon des sources diplomatiques. Cet indépendant avait été chahuté le 7 février par des fonctionnaires des Affaires étrangères qui manifestaient devant et dans l'enceinte de son ministère en réclamant son départ immédiat après ses propos tenus à Paris. Il avait alors pris ses affaires et quitté son bureau. En visite à Paris dont le ralliement tardif à la révolution populaire a fait grincer des dents à Tunis, M. Ounaïes n'avait pas tari d'éloges sur son homologue Michèle Alliot-Marie. "J'aime écouter Mme Alliot-Marie en toutes circonstances et dans toutes les tribunes", avait-il

affirmé. Il avait salué en elle "avant tout une amie de la Tunisie", alors que "MAM" était sommée au même moment de s'expliquer en France pour avoir bénéficié des largesses d'un grand patron tunisien lié en affaires au clan Ben Ali et pour avoir proposé au régime vacillant le "savoir-faire" des policiers français, alors que la répression battait son plein. Il avait aussi été épinglé pour "déli de révolution" après des déclarations à la télévision privée tunisienne Nesma. Une caricature, le lendemain, à la Une du quotidien le Temps, le montrait, sous le titre "Le fou d'Alliot-Marie", entouré de petits coeurs, assis à côté de "MAM". Sa démission intervient à la veille de la visite à Tunis de la chef de la diplomatie européenne et alors que l'Italie s'apprête à demander le déploiement de policiers italiens en Tunisie pour tenter d'empêcher les nombreux départs d'immigrants clandestins depuis ce pays. Son départ représente aussi un nouveau couac pour le gouvernement de transition qui, selon hommes politiques et observateurs, navigue toujours à vue, un mois après la chute de Ben Ali, multipliant hésitations, erreurs de jugement et retours en arrière.

## SIX) – EU COMMISSION TABLES PROPOSALS, BUT MEMBER STATES BLOCK THEM

L'Union européenne, accusée par l'Italie de la laisser seule face à un afflux de clandestins partis de Tunisie, est dans la réalité largement impuissante car les gouvernements refusent de lui donner les moyens d'opérer et de partager le fardeau de l'immigration. "Orgueil", "égoïsmes", "mensonges": les mots désagréables ont volé lundi en privé parmi les fonctionnaires européens à Bruxelles après les accusations d'inaction lancée par le ministre italien. La commissaire Cécilia Malmström a très mal pris l'attaque car elle a justement soumis aux gouvernements une série de propositions pour faciliter une "gestion concertée" de l'immigration dans l'UE, sans jamais parvenir à obtenir leur accord, souligne un membre de son entourage. Derrière l'échange aigre-doux, se dissimule l'incapacité de l'Union de s'entendre sur les moyens de renforcer la lutte contre l'immigration illégale et sur une politique d'asile. **NIET, NIET, NIET !** Bruxelles a préconisé de doter Frontex d'un budget lui permettant d'acheter les bateaux, des hélicoptères et même des avions nécessaires à ses missions. L'option a été refusée car nombre de pays, dont l'Allemagne et des Etats nordiques, n'en voient pas l'utilité. Avec un budget annuel de 90 millions d'euros, Frontex ne parvient pas à gérer autre chose que des opérations pilote et des analyses, déplore un fonctionnaire européen. Mme Malmström a également demandé qu'on rende obligatoire la participation aux opérations de Frontex. Proposition également refusée. Or l'agence a pour mission de surveiller toutes les frontières externes de l'UE, ports et aéroports inclus, en organisant des patrouilles conjointes; d'appuyer les opérations de retour, et de déployer une force de réaction rapide composée de garde-frontières des Etats membres, baptisés "Rabits". Mais les moyens mis à sa disposition par les gouvernements, moyennant leur prise en charge par le budget européen, le sont sur une base volontaire. Nombre de pays, Grande-Bretagne et Scandinaves en tête, refusent par ailleurs toute solidarité avec les Etats confrontés à un afflux de migrants et de demandeurs d'asile. Or, tout migrant est un demandeur d'asile potentiel dont la requête doit être examinée pour pouvoir être rejetée, a rappelé lundi le ministre français de l'Industrie Eric Besson, ancien ministre de l'Immigration. "Au lieu de critiquer la Commission, l'Italie devrait plutôt dénoncer ceux de ses partenaires qui bloquent" toutes les propositions, s'est insurgé lundi un responsable européen sous couvert de l'anonymat.

## SEVEN) – ITALY CLASHES WITH TUNISIA TOO OVER IMMIGRANTS

Tunisia has accused Rome of infringing on its sovereignty after an Italian minister suggested sending police to the North African country to stem the tide of illegal migrants trying to reach Italy. More than 4,000 migrants have crossed the sea from Tunisia to the small Italian island of Lampedusa in the past week, underscoring the lingering instability in Tunisia since protests ousted its president a month ago. Speaking on Sunday, Italian Interior Minister Roberto Maroni, a member of the anti-immigrant Northern League, said the turmoil in Tunisia had triggered a "biblical exodus" to the Sicilian Island. "I will ask the Tunisian foreign minister for authorisation so an Italian contingent can intervene to block the influx. The Tunisian system is collapsing," Maroni said on Italian television. The Tunisian foreign ministry responded by saying it was prepared to work with Italy and other partners to find an appropriate solution to the problem of migrants. But it said in a statement that it was surprised by Maroni's comments and that it "categorically rejects any interference in its internal affairs or any infringement of its sovereignty". In Lampedusa, local officials say the tide of migrant arrivals is overwhelming the island, which lies closer to Africa than mainland Italy. Most of the Tunisians have arrived in rickety and overcrowded boats and about 1,400 landed on Sunday alone. A holding centre that had been shut was reopened, and some migrants were put up in hotels. Italy has appealed to the European Union for help. **LIKE**

**THE ALBANIAN WAVE** "It is something similar to Albania, the old Albania situation," said Mario Marazzitti, a spokesman for the Sant'Egidio charity assisting the migrants, referring to the influx of Albanian immigrants to Italy in the 1990s. "Many come for hope, some probably escaped because they have real problems and they do not know what the situation will be ... I don't think this is something that is going to stop immediately." Italy's national security commission was due to meet later on Monday to discuss the issue. "We are all afraid after the revolution that has taken place because nothing has improved until now," a 31-year-old Tunisian migrant in Lampedusa told Italian television. "Since Jan. 14 nothing has changed. All of us here, we are not asking for anything, we only ask for a possibility to find work in Europe. The [International Organisation for Migration](#) said it had received reports that migrants were paying an average of \$1,800 to make the crossing from Zarzis on the Tunisian coast.

**TUNISIAN ARMY CLAMPS DOWN ON CROSSINGS TO ITALY** Tunisia's army, national guard and fishermen have joined forces to clamp down on illegal migration to Italy, the official TAP agency reported Monday. Some 5,000 Tunisian illegal migrants have arrived by boat on the Italian island of Lampedusa in recent days, prompting an outcry from the Italian government. TAP reported that army units in the eastern coastal city of Gabes, about 500 kilometres south of Tunis, had prevented "several" attempts by migrants to reach the Italian island of Lampedusa at the weekend. Working with the national guard and fishermen, the army had sealed off all possible crossing points along the coast around Gabes, the report said. The Gulf of Gabes has been the main staging point for young people from Tunisia's depressed hinterland trying to enter the European Union in search of work.

#### EIGHT) – FRANCE WARNS OF 'ZERO TOLERANCE' FOR TUNISIAN IMMIGRANTS

Le ministre de l'Industrie, Eric Besson, a affirmé lundi sur qu'il n'y aurait pas de "tolérance pour l'immigration clandestine" au sujet des flux de Tunisiens vers l'Italie, estimant que les soutiens de Zine El Abidine Benali pouvaient prétendre au bénéfice de l'asile politique. "Il ne peut pas y avoir de tolérance pour l'immigration clandestine" mais "certains peuvent avoir le droit à l'asile", a répondu le ministre sur Canal + au sujet des soutiens du président déchu. "Ce n'est pas une décision collective, l'asile. C'est toujours vous regardez au cas par cas la situation personnelle". Alors que 5.000 immigrants clandestins sont arrivés sur les côtes de Lampedusa en cinq jours, l'ancien ministre de l'Immigration a mis en garde les Tunisiens contre la traversée de la Méditerranée, "un cimetière à ciel ouvert". "Ne faites pas cela. Ne le faites pas parce que vous mettez votre vie en danger et ne le faites pas parce que l'entrée en Europe, contrairement à ce que vous pensez, n'est pas automatique", a-t-il conseillé. "Ceux qui sont arrivés en Italie vont voir leur situation individuelle regardée au cas par cas ; ceux qui ont droit à l'asile, ceux qui s'estiment menacés et qui vont en apporter la preuve, vont pouvoir rester sur le sol européen mais tous les autres vont être reconduits dans leur pays. Donc prise de risques insensés pour un résultat extrêmement limité pour eux", a-t-il argumenté. Pour arrêter les flux en provenance de Tunisie voire d'Egypte, Besson suggère de "tout faire pour que cette transition démocratique réussisse" et "accompagner autant que faire se peut - ça peut être la responsabilité de l'Union européenne - sur le chemin de la prospérité économique". **BUT OFFERS EMERGENCY AID : 350,000 EURO** La France a débloqué 350.000 euros pour une aide sociale d'urgence à la Tunisie où l'instabilité règne toujours un mois après la chute du régime de Ben Ali, a indiqué lundi à l'AFP un responsable de son [ambassade à Tunis](#). "Ce fonds est destiné à apporter une assistance aux groupes les plus vulnérables de la population, en particulier aux enfants et aux personnes âgées ainsi qu'aux victimes des manifestations et aux personnes malades", précise l'ambassade dans un [communiqué](#). "Il permettra de financer des projets mis en œuvre par des associations locales émanant de la société civile ainsi que par des services sociaux et médico-hospitaliers tunisiens en concertation avec l'ambassade de France", ajoute-t-elle. L'instabilité sociale dans le pays s'est particulièrement illustrée ces derniers jours avec l'exode de milliers de Tunisiens partis clandestinement chercher un emploi en Europe. L'ambassadeur de France Pierre Ménat "a également souligné la volonté de la France de soutenir la famille de Mohamed Bouazizi", ce jeune marchand ambulant de 26 ans qui s'était immolé par le feu le 17 décembre parce que les forces de l'ordre l'empêchaient de travailler, ajoute l'ambassade. L'acte de désespoir du jeune homme avait déclenché la vague de manifestations ayant abouti à la chute du régime Ben Ali il y a un mois tout juste. Le gouvernement français a été sévèrement critiqué pour avoir tardé à condamner la répression des manifestations dans son ancien protectorat. M. Ménat doit être remplacé par le diplomate français Boris Boillon, nommé ambassadeur en Tunisie à la suite des erreurs d'appréciation de la diplomatie française lors de la révolution tunisienne.

## NINE) – FRANCE CALLS FOR REINFORCEMENT OF EU EXTERNAL BORDERS AGENCY

La France est favorable au renforcement de l'agence européenne [Frontex](#) pour lutter contre l'immigration irrégulière, "priorité partagée avec l'Italie", qui fait face à un afflux de migrants de Tunisie, a déclaré lundi le ministère français des affaires étrangères. Paris exprime "sa pleine solidarité avec l'Italie pour faire face aux arrivées massives de migrants irréguliers en provenance de Tunisie", a assuré son porte-parole, Bernard Valero, lors d'un point-presse régulier. Le problème nécessite cependant "une réponse d'ensemble" européenne, et "c'est dans cette perspective que nous appelons en particulier au renforcement opérationnel de l'agence Frontex et au développement de la coopération avec les pays d'origine et de transit", a-t-il dit. Frontex est l'agence chargée de la surveillance des frontières extérieures. Basée à Varsovie, elle coordonne la coopération opérationnelle entre Etats membres, les assiste pour la formation des garde-frontières et dans les situations qui exigent une assistance technique. Elle peut fournir aux États membres l'appui nécessaire pour organiser des opérations conjointes de retour de migrants. Le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, a critiqué l'absence d'une action européenne concertée et accusé l'UE d'avoir "laissé l'Italie seule" face au débarquement d'environ 5.000 personnes en cinq jours sur la petite île de Lampedusa au large de l'Italie. Maroni avait cité la possibilité de dépêcher en Italie des garde-frontières d'autres pays de l'UE, comme cela a été fait en Grèce. Le ministre avait également provoqué la colère des autorités tunisiennes en proposant d'envoyer des policiers italiens en Tunisie. (See [FRONTEX statement on Sudden Increased Migratory Situation in Lampedusa](#))

## TEN) – SOUTHERN AFRICA: SECURING SAFE WATER FOR A MILLION MORE

Long years of armed conflict have obstructed development in the areas on either side of the Angola-Namibia border. Now a 45 million dollar infrastructure upgrade is set to improve access to clean drinking water and decent sanitation for one million people.

Most people in this former conflict zone lack adequate access to clean drinking water and sanitation. The existing water supply system - several hundred kilometers of pipeline and an open canal - has been damaged by decades of civil war as well as the illegal off-take of water.

"For many years, the area around the Calueque dam in Angola was the theatre of wars between governments and various guerilla movements," says the Kunene Transboundary Water Supply Project (KTWSP) co-chair, Dr Kuiru Tjipangandjara of Namibia Water Corporation, Namwater.

"It's unique to set up such a project in a post-conflict zone, and extremely challenging. Even more so because this project is the only one of its kind in the region, so we don't have a model to refer to."

The system runs from the Calueque Dam in Southern Angola to the northern Namibian business hub of Oshakati and then back up into Angola again, all the way to the town of Ondjiva. Drawing its water from the Cunene River in Angola, it is an essential lifeline for the arid border area and supplies water for farming, some industry and domestic use for over a million people.

The water supply on the Angolan side of the border still bears the scars of a devastating civil war and a colonial past.

"Under the Portuguese occupation, holes of 50 by 60 metres were dug to capture floodwater. These so-called chimpacas are still the main water source for the population," says Thomas Kellner, technical advisor of GIZ (German International Cooperation), which will help local engineers with the overhaul. But these pools are far from safe.

"Cattle drink from the chimpacas, but 25 metres further you see people washing themselves and doing their laundry, while at the other side people are drawing water for drinking. The water typically has a brown-reddish colour, but several months after the rainy season it will turn green, because it is filled with algae." This part of Angola has no piped water, no treatment plants and no sewage systems. While the levels of water-borne diseases are not well-documented, experts stress that child mortality is far above the African average.

In the area's few towns, the situation is not much better, says Kellner. "A person with a borehole will make water his business. He drives around in a bowser and sells it for as much as \$20 per cubic metre."

In some areas the local authorities exploit well fields - a collection of boreholes - from which they pump water into public tanks.

But many of the boreholes are old and dilapidated. Angola has embarked on a programme called 'Water for Everyone', that will see the rehabilitation of 524 boreholes in Cunene province and the drilling of 600 new ones.

In Namibia the water from Calueque runs through an open canal for 150 kilometres from the Angolan

border to Oshakati, where it is treated and pumped through a network to all major communities between Oshakati and Oshikango border post. The canal is the only fresh water supply for over 700,000 people and is often damaged by floods and illegal off-take.

Many people along the canal use the water for household purposes or to irrigate their fields," explains water management expert Andreas Shilomboleni who runs a Global Environmental Facility -funded project that helps farmers in the area adapt to climate change. "But currently the canal is open. That means that the further from the source you get, the higher the amount of total dissolved solids, basically meaning the water becomes dirtier."

The course followed by the two-metre wide, concrete-lined ditch is not ideal. "In Namibia the canal is not perpendicular to the flow of the water in the rainy season. Flood waters cause damage to the canal resulting in maintenance issues," says Shilomboleni. The canal rapidly fills with sediment as floodwaters cross it."

Along the length of the canal, people have also grown accustomed to illegally drawing water for domestic use and for irrigation.

These are among the many challenges the KTWSP will have to take into consideration when embarking on a complete overhaul of water infrastructure in the border area.

The project will see substantial repairs to infrastructure at the dam and the pipeline, upgrading of the power supply to the motors that pump the water southwards and refurbishing of the pumps itself. Extra pipelines will be built to supply Ondjiva with fresh water and new power lines have to be erected over many hundreds of kilometers to feed new pump installations. "About 300,000 people in Southern Angola will now for the first time have access to safe and clean drinking water," says Kellner.

A final step will be replacing the open canal in Namibia with a pipeline. A feasibility study into this project - which Kellner estimates will cost more than 100 million dollars - will likely commence later this year.

## ELEVEN) – EGYPT: JOY ERUPTS, NOW FOR CHANGE

The reaction across Egypt was explosive. The anger that had been simmering for decades and boiled over during 18 consecutive days of protests, was transformed by a single uttered sentence into pure jubilation. "President Hosni Mubarak has decided to step down as president," Vice- president Omar Suleiman announced on state television.

In Cairo's Tahrir Square, the epicentre of the popular uprising that began on Jan. 25, some two million protesters let out a cathartic roar heard for miles across the sprawling capital. A 30-second announcement had ended 30 years of repressive authoritarian rule.

"This is the happiest day of my life," says Mostafa Ibrahim. "I am 24 and have never known any other president. Now he's gone."

Details of the soft military coup that removed Mubarak from power, and Suleiman as well, are yet unclear. Defence minister Mohamed Hussein Tantawi, chief of the armed forces, became Egypt's de facto leader after the High Council of the Armed Forces that he heads assumed control of the most populous Arab country.

Analysts say the constitutionality of the military intervention is a moot point, as Egypt's constitution was tailored to serve the interests of dictators like Mubarak. Protesters have demanded that the document be scrapped and a new constitution forged.

Saudi-funded Al-Arabiya channel reported that the High Council would suspend the parliament and form an interim administration with the head of the Supreme Constitutional Court, the country's highest judicial body. The transitional government would draft a new constitution or amend the old one ahead of elections to choose a new president, and possibly a new parliament as well.

Most Egyptians appear confident that the military rule is only temporary, and will pave the way toward the possibility of the country's first civilian president since the 1952 coup that overthrew the monarchy.

"The army and the people are one," says Tamer Hussein, among the cheering masses in Tahrir Square.

"The army has proven it is with the Egyptian people, and not Mubarak and we are positive that the military will ensure a smooth transition to democracy."

On Friday afternoon, Mubarak vacated the presidential palace in Cairo's Heliopolis district as angry protesters converged on it to demand his resignation. The 82-year-old dictator reportedly flew to the Egyptian Red Sea resort of Sharm El-Sheikh, where he has a villa

The announcement that Mubarak had resigned came at 6:05 pm local time. As protesters cheered, millions of Egyptians rushed into the streets to join them and celebrate. The all-night street party was a riot of waving flags, honking horns, drum beats, patriotic chants and fireworks. A renewed sense of national pride

permeated the electrified crowds, who had witnessed decades of poverty, corruption and injustice under authoritarian rule.

"Raise your head up high, you're Egyptian!" they chanted before breaking into the national anthem.

Questions of what the future holds seemed irrelevant to Egyptians dancing, singing and cheering farewell to three decades of Mubarak's rule.

"Tonight we celebrate, tomorrow we rebuild," reads one popular tweet.

The capital for the reconstruction could come from the billions of dollars that Mubarak's regime allegedly looted, some protesters suggested. Many of them want Mubarak and his cronies brought to trial.

U.S. President Barack Obama expressed his admiration of the Egyptian people, whose revolution was the outcome of a courageous, peaceful struggle.

"Egyptians have inspired us. They have done so by putting the lie to the idea that justice is best gained through violence. For in Egypt, it was the moral force of non-violence - not terrorism, not mindless killing, but non-violence -... that bent the arc of history toward justice once more," he said during a White House speech.

While Mubarak is out, his regime remains deeply entrenched. There are still vast networks of corrupt public servants, monopolists, party loyalists and abusive police in place.

As Obama acknowledged, Mubarak's resignation "is not the end of Egypt's transition (to democracy) - it's the beginning."

## **TWELVE) EGYPT REBELLION SPREADS TO STATE EMPLOYEES**

The spirit of rebellion that toppled Hosni Mubarak has swept through Egypt's vast public sector, inspiring workers fed up with meagre wages and poor working conditions to take to the streets in protest. From state-owned financial institutions in Cairo to Alexandria's seaport, workers went on strike on Sunday, disrupting operations and forcing the central bank to declare an unscheduled bank holiday on Monday. The chant of "Leave, leave, leave!" moved from Tahrir Square, the epicentre of the protest movement that overthrew the president, into the surrounding streets of Cairo's financial district as workers demanded their bosses' ouster too. Outside a state-owned insurance company just a few metres from the square, hundreds of workers were demanding the departure of managers they blame for grievances such as the enormous gap between high and low earners. "I have been working for five years in the company," said Hala Fawzi, a mother of two.

"Finally we have been encouraged to come out and speak," she said, waving a letter written a year ago laying out her grievances against her employer. For her 28-hour a week job, Fawzi, 34, said she is paid 100 Egyptian pounds (\$20) a month - low even by the standards of a public sector which pays teachers about 400 pounds a month. The state employs at least 5.7 million in a sprawling public sector criticised by economists as an unproductive relic of the statist economic policies of former President Gamal Abdel Nasser, who led Egypt after the army first seized power in 1952. GDP per capita is just over \$2,000. Poverty contributed to the revolt against Mubarak. A fifth of the population lives on less than a \$1 a day. Tarek Amer, chairman of state-owned National Bank of Egypt, the country's biggest commercial bank, submitted his resignation on Sunday after angry employees prevented him from reaching his office, bankers said. Private banks have been largely unaffected so far. Outside the headquarters of Banque Misr, another state-owned institution, a 10-minute walk from Tahrir Square, chants of "Leave, leave, leave" echoed into the night. "The people's demands are legitimate: wage increases, fixed contracts," said bank employee Ahmed Abdul Fattah, dressed in a suit and tie as he watched the protest.

## **THIRTEEN) - UK CALLS FOR INTERNATIONAL ACTION ON MUBARAK ASSETS**

A British government minister said on Sunday there should be an international approach to dealing with the overseas assets of deposed Egyptian president Hosni Mubarak and his family. A spokesman for Britain's Serious Fraud Office (SFO) said the financial crime agency was looking for assets in Britain linked to Mubarak in case there was any request to seize them. So far only Switzerland has announced a freeze on assets that might belong to Mubarak, who stood down on Friday after 30 years in power. British business minister Vince Cable said countries need to work together on Mubarak's assets, reported to be worth many millions of dollars and held secretly around the world. Asked if Britain would follow Switzerland's lead, Cable told BBC television: "I was not aware that he had enormous assets here, but there clearly needs to be a concerted international action on this. "There is no point one government acting in isolation, but certainly we need to look at it."

depends also whether his funds are illegally or improperly obtained," Cable added. Britain has to await a request from Egypt, or from the European Union or the United Nations, before freezing any of Mubarak's assets, the SFO spokesman said. "We are identifying where such assets might be in the event that we are asked to take action," he said. Foreign Office minister Alistair Burt said Britain had not yet been asked to move against Mubarak's assets. "There are things that can be done, but so far there has not been a request," he told BBC radio. Egypt's ambassador to London, Hatem Seif el Nasr, said he had no information about any of Mubarak's assets. "Truly, about the money I have absolutely no knowledge," he told BBC TV. Switzerland has also frozen assets belonging to Tunisia's former president Zine al-Abidine Ben Ali, who was ousted by a popular uprising last month. Freezing Mubarak's assets should motivate Egyptian authorities to ask for legal assistance and help prevent the withdrawal of funds, Swiss President Micheline Calmy-Rey told the *SonntagsZeitung* in an interview on Sunday.

**EU'S JUNCKER WOULD BACK MUBARAK ASSET FREEZE** Eurogroup chairman Jean-Claude Juncker said on Monday he would support a European Union freeze on assets of Egypt's former president Hosni Mubarak. Asked in Brussels ahead of meeting of euro zone ministers and officials if he would support such a freeze, Juncker replied: "Yes." Any decision on restrictive measures against Mubarak or other Egyptian officials would have to be taken by the bloc's 27 member states. **EU AWAITS EGYPTIAN REQUEST** L'Union européenne, contrairement à la Suisse qui a décidé dès vendredi de geler les avoirs du président égyptien démissionnaire Hosni Moubarak, attendra une demande en ce sens du Caire pour agir, a indiqué lundi une de ses porte-parole. "Nous sommes en contact avec les autorités égyptiennes. Quand ce sujet sera abordé, nous y répondrons", a déclaré la porte-parole de la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton, Maja Kocijancik. "Nous prendrons les mesures appropriées si nécessaire, mais pour le moment je ne peux spéculer" à ce sujet, a-t-elle ajouté lors d'un point de presse. Elle a rappelé que la décision prise récemment par l'UE de geler les avoirs de l'ancien président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et de sa famille avait été prise "dans le cadre d'une consultation des autorités tunisiennes". "C'est un processus, nous avons besoin d'une évaluation et nous avons besoin d'une décision des 27" gouvernements européens pour procéder à des gels d'avoirs, a insisté Maja Kocijancik. La ministre française de l'Economie Christine Lagarde a assuré lundi que Paris se tenait "évidemment à la disposition de la justice égyptienne" pour examiner la situation des avoirs que détiendrait en France le président égyptien déchu Hosni Moubarak. Et dimanche, le ministre britannique du Commerce Vince Cable avait pour sa part estimé que les éventuels avoirs à l'étranger de Hosni Moubarak devaient faire l'objet d'une "action internationale concertée". Afin d'éviter "tout risque de détournement de biens appartenant à l'Etat égyptien", la Suisse avait fait part dès l'annonce de la démission d'Hosni Moubarak, vendredi, du gel pour trois ans de tous les avoirs que pourrait détenir dans la Confédération l'ancien chef de l'Etat égyptien et son entourage.

#### FOURTEEN) - **EU URGES EGYPT TO SHOW 'RESPONSIBILITY'**

The EU has urged Egypt's new leaders to "limit" military rule in the country to six months. Speaking in a parliamentary debate in Strasbourg on Wednesday, EU commissioner Stefan Füle said it was hoped the Egyptian revolution would pave the way for the country's "transformation." Füle, who is standing in for EU foreign affairs chief Catherine Ashton, said the EU would "closely watch" developments in Egypt in the wake of the decision of Hosni Mubarak to stand down as president. Paying tribute to the "courage" of the Egyptian people, he said a "great responsibility" now lies with the country's new regime to ensure implementation of the democratic reforms "for which its people have striven." The unrest in Egypt comes after weeks of turmoil across the Arab world that toppled one leader in Tunisia and encouraged protesters to overcome deep-rooted fears of their autocratic leaders and take to the streets. Füle, responsible for enlargement, said he hoped that the recent changes in Egypt will lead to "fair and free" elections later this year. He pointed out that the EU had invested funds worth €40m between 2007 and 2010, with a further €50m from 2011 to 2013 towards the "democratisation" of the country. He told MEPs that the new regime there had "created the right environment" to ensure that EU funding will be put to "maximum use" in the future. Füle said Ashton had convened a special meeting of EU foreign affairs ministers this Sunday to discuss the situation in Egypt. He said the Egyptians had approached the EU for support in dealing with alleged "misappropriation" of public funds in the country. Füle also defended what some have said was the EU's slow response to the crisis in Egypt, saying, "We responded as soon as the public protests started to escalate."

Speaking in a debate in plenary, ALDE leader Guy Verhofstadt reminded members that he had been particularly critical of the "wishy washy" response from the EU and Ashton to the unfolding events in Egypt. He said, "That was two weeks ago and it was absolutely necessary. What the EU needs to do now is come forward with a credible plan for Egypt and Tunisia for strengthening civil society and fighting corruption."

## FIFTEEN) – WORLD SOCIAL FORUM: FISHERIES NEED TRANSPARENT REGULATION

Senegalese fishers participating in the 2011 World Social Forum (WSF) warned governments to "wake up to the ethical and transparent regulation of access to fisheries" to halt the overexploitation of this increasingly scarce resource.

Charles Bakundakwita, executive secretary of the West African Association for the Development of Artisan Fishing (known by its French acronym ADEPA), told IPS at the WSF that, "we ask African states and the European Union to consider this danger and limit the depletion of fish stocks, both by large and small fishers".

Fishing officially supplies work to 600,000 people in Senegal, or 17 percent of the active working population. 400,000 tons are caught every year, contributing 2,3 percent of gross domestic product (GDP) and 30 percent of exports. But the scarcity of fish is a major problem. During the "soudure" - the rainy season when there is no fish – people fall into debt.

Since 2007, Senegal has not renewed the fishing agreements with the European Union (EU) that gave large European trawlers access to its national waters. The National Federation of Fishers Associations (known by its French acronym FENAGIE) has been key in the opposition to these fishing licences.

The licences meant insufficient financial compensation that did not benefit communities.

"Senegal received between 21 and 23 million dollars per year from these fishing agreements," Papa Gora Ndiaye, executive secretary of the fishing division of Enda Tiers Monde, known by its French acronym REPAO, told in an interview. Enda Tiers Monde is an international non-governmental organisation based in Dakar, working on development issues.

"But, compared to the export earnings of 165 to 207 million dollars, the financial compensation of the fishing agreements was ridiculous, if not more so considering the potential benefits of equitable trade. If market access to the EU was improved, Senegal could earn much more."

Even though Senegal, like all other least developed countries, can export duty-free and quota-free to the EU under the Everything but Arms initiative, other technical barriers to trade such as rules of origin and sanitary and phyto-sanitary measures make it hard for local fish to reach the European market.

The fishing agreements with the EU largely contributed to the depletion of resources, though FENAGIE recognises that the bad practices of Senegalese fishers are to blame too.

Even though the licences have been suspended, fishers fear the existence of secret agreements with other foreign ship owners.

"Our main recommendation is to have transparent and ethical governance of fishing resources in West Africa," urged Ndiaye. "The WSF provides momentum for mobilisation and awareness-raising of stakeholders. It is a window of opportunity for us."

Bakundakwita added that, "while fishing was a prosperous activity some years ago, small fishers are now getting poorer and poorer. Artisan fishing has deteriorated. There are too many fishers: foreign trawlers, but also local industrial and artisan fishers".

He explained that artisan fishermen do not only fish for their own consumption anymore but to sell their product on the local market. The best catch goes to foreign, more lucrative markets. The depletion of stocks makes fish more and more expensive and many people cannot afford to buy it any more.

This decrease in the availability of fish hits mainly women, who process and dry the fish. "If there is no more fish, they will be jobless and it will be a catastrophe," Bakundakwita believes.

The authorities are afraid to regulate, according to him. "Fishing licences bring money in. To limit the access of small fishers to the sea there need to be alternative activities for them, and there is none."

Ndiaye also expressed concern about the economic partnership agreements (EPAs) currently being negotiated with the EU. The African market will be open to European products, like tuna that will come in at a lower cost than the local tuna. "But even before the EPAs are adopted, there has been progressive erosion of commercial preferences. Senegalese tuna is hardly competitive on the European market when compared to Asian tuna that is grown in aquaculture with huge government support."

## SIXTEEN) – ALGERIA OPPOSITION PLANS NEW MARCH NEXT SATURDAY

Déterminée à parvenir à un changement de régime en Algérie dans la foulée des 'révolutions' de Tunisie et d'Egypte, l'opposition algérienne a annoncé dimanche une nouvelle marche le 19 février à Alger, après celle "positive", selon elle, de samedi. "La Coordination nationale vient de finir une réunion et a décidé d'organiser une marche samedi prochain à Alger", a déclaré à l'AFP un membre de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, Me Moustepha Bouchachi, président de la Ligue algérienne des droits de l'Homme (LADDH). Le lieu de rendez-vous sera le même, a précisé Me Bouchachi, confirmant des informations qui circulaient dès dimanche sur une possible nouvelle marche la semaine prochaine. Les défilés sont interdits à Alger, dans le cadre de l'état d'urgence déclaré dans le pays en 1992 et renforcé dans la capitale en 2001. Celle qu'elle avait organisée samedi à partir de la Place du 1er mai devait mener sur environ 4 km vers la Place des Martyrs dans le vieil Alger. Ses centaines de participants avaient été bloqués par un important dispositif estimé à quelque 30.000 policiers qui ont procédé à de brèves interpellations -14 selon le ministère de l'Intérieur, 300 selon l'opposition-. Dès samedi, un des fondateurs de la CNDC, Fodil Boumala, tout juste sorti du commissariat de police qui l'avait interpellé pendant la manifestation, avait donné le ton: "Ce n'est qu'un début", avait-il clamé. "C'est parti pour le changement", titrait dimanche le quotidien libéral Liberté, très favorable comme une bonne partie de la presse algérienne, à des changements politiques. Coup du hasard, cette manifestation pourtant programmée le 21 janvier lors de la constitution de la CNCD, a eu lieu au lendemain de la démission du président égyptien Hosni Moubarak sous la pression populaire et un mois après la fuite du président tunisien Zine el Abidine Ben Ali chassé par la vindicte de son peuple. Dimanche, le CNDC a jugé la marche de samedi "positive" et "dénoncé et condamné le comportement brutal des forces de sécurité ainsi que les interpellations de leurs militants", selon un porte-parole, Khalil Moumène. "Toutes les personnes interpellées ont été libérées à notre connaissance", a-t-il dit. Selon Moumène, pas moins de "5.000 personnes" ont participé à cet événement. Un décompte des journalistes estimait à 2.000 environ le nombre de participants, tandis que le ministère de l'Intérieur annonçait 250 manifestants. Une manifestation du parti d'opposition Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), maintenant membre de la CNCD, le 22 janvier à Alger avait été étouffée dans l'oeuf. L'Algérie est gouvernée depuis l'indépendance en 1962 par un régime largement soutenu par les militaires malgré de timides ouvertures à une démocratisation. Son président, Abdelaziz Bouteflika, est au pouvoir depuis 12 ans.

## SEVENTEEN) - U.S. URGES ALGERIAN POLICE TO EXERCISE 'RESTRAINT'

Le département d'Etat américain a appelé dimanche "les forces de sécurité à la retenue" face aux manifestants en Algérie. "Nous prenons acte des manifestations actuelles en Algérie, et appelons à la retenue les forces de sécurité", écrit le porte-parole du département d'Etat Philip Crowley dans un communiqué. "Par ailleurs, nous réaffirmons notre soutien aux droits universels du peuple algérien, y compris les droits de réunion et d'expression. Ces droits s'appliquent sur internet" et "doivent être respectés", ajoute-t-il, précisant que les Etats-Unis "suivront de près la situation ces prochains jours". Une marche organisée samedi à Alger par l'opposition, qui réclame un changement de système politique, n'a pas pu avoir lieu, les manifestants se retrouvant bloqués par un important dispositif de quelque 30.000 policiers qui ont procédé à de brèves interpellations, 14 selon le ministère de l'Intérieur, 300 selon l'opposition. Les défilés sont interdits à Alger dans le cadre de l'état d'urgence déclaré dans le pays en 1992 et renforcé dans la capitale en 2001, mais l'opposition, déterminée à obtenir un changement de régime comme en Tunisie et en Egypte, a annoncé dimanche une nouvelle marche le 19 février dans la capitale algérienne.

## EIGHTEEN) - SOUTH SUDAN REPATRIATION PROGRAMME IN CHAOS

Plusieurs milliers de Sud-Soudanais, dont beaucoup se sont réfugiés au Nord pour fuir la guerre civile il y a 20 ans, patientent dans des camps dans l'espoir de regagner le Sud. Mais leur attente risque d'être longue. "Nous sommes ici depuis plus d'un mois et demi. Nous attendons toujours les camions", déclare Kushak Gulmon dans le camp de fortune de Dar-el-Naim, à la périphérie de Khartoum. La semaine dernière, quelques jours avant l'annonce des résultats définitifs du référendum ayant vu la victoire écrasante de l'option sécessionniste, la femme de ce sexagénaire a accouché dans ce camp d'une petite fille qui a été prénommée Infissal, "Séparation" en arabe. Comme Kushak Gulmon, des milliers de candidats au retour au Sud -140.000 selon des responsables sud-soudanais, 20.000 selon l'ONU- sont aujourd'hui bloqués dans 19 camps situés à

Khartoum et ses environs. Beaucoup se sont réfugiés au Nord il y a 20 ans, au plus fort de la guerre civile. Le gouvernement du Sud, basé à Juba, a promis d'aider au retour massif de ces déplacés, à travers la commission d'assistance et de réhabilitation du Sud-Soudan. Mais les caisses sont vides et le programme est au point mort. Selon un prêtre catholique officiant à Mayo, ces réfugiés, pensant trouver un transport direct pour le Sud, ont quitté emplois et maisons dans le Nord. "Beaucoup de personnes sont parties (dans le Sud) mais la majorité est encore là. Elles attendent depuis Noël (dans les camps), sans argent pour acheter de l'eau, de la nourriture ou des médicaments", explique le prêtre. L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) estime que 800.000 Sud-Soudanais auront quitté le Nord en juillet. Quelque 200.000 seraient déjà partis depuis octobre. "L'heure est grave. Le plus grand problème est qu'il n'y a pas d'argent. C'est pour cela que personne ne donne aucune aide pour le transport", déclare Mohammad Adar, directeur adjoint de l'UNHCR au Soudan. "L'opération n'a pas été bien organisée", explique-t-il. Il y a quelques jours, les ministres sud-soudanais dans le gouvernement d'union nationale ont exprimé leurs vives inquiétudes quant à la situation dans les camps et réclamé une aide internationale. Les agences humanitaires de l'ONU et ses donateurs se sont engagés à assurer le transport depuis Kosti, le plus grand point de rassemblement pour les candidats au retour situé à 270 kilomètres au sud de Khartoum. Selon les travailleurs humanitaires, 4.500 personnes attendent dans ce camp prévu pour 800. Ensuite, les agences aideront les réfugiés bloqués à Khartoum. Coût de l'opération selon l'UNHCR: 53,4 millions de dollars. Ceux qui veulent rentrer au Sud sont motivés par un 'profond patriotisme', mais aussi par la crainte du traitement qui les attend au Nord une fois la scission effective, probablement en juillet. Tout en affirmant vouloir appliquer la charia après la séparation, le président soudanais Omar el-Béchir a assuré que les Sud-Soudanais installés au Nord n'avaient rien à craindre. Mais, le personnel humanitaire estime que le message n'est pas bien passé dans la population. Et ceux qui attendent à Dar al-Naim ont déjà pris leur décision. "Nous ne sommes pas libres ici. Ils disent qu'on peut rester. Mais si tu trouves une manière de revenir à la mère-patrie, c'est mieux", affirme Jérôme, 55 ans, originaire de Wau.

#### NINETEEN) - BNP PARIBAS CLOSES IVORY COAST BANK

La banque française BNP Paribas a annoncé lundi fermer "provisoirement" sa filiale ivoirienne, la [Banque internationale pour le commerce et l'industrie](#) en Côte d'Ivoire (Bicici), pour des raisons de sécurité. "Nous sommes au regret de devoir vous informer que la Bicici suspend provisoirement ses activités à partir de ce jour 14 février", a indiqué la filiale de l'établissement financier. "Ces derniers jours ont (...) vu s'accroître la confusion juridique et réglementaire liée à la situation particulière du pays", a expliqué la Bicici. En conséquence, "nous ne sommes plus aujourd'hui en mesure d'assurer nos activités dans des conditions satisfaisantes de sécurité juridique et comptable pour nos clients, ni de sécurité physique pour nos employés", a-t-elle souligné. La Bicici, présentée comme la deuxième banque en Afrique francophone, espère "un retour à la normale dans les meilleurs délais". Depuis la présidentielle du 28 novembre 2010, la Côte d'Ivoire est déchirée entre le président sortant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, reconnu président élu par une grande partie de la communauté internationale, dont l'Onu, les Etats-Unis et la France.

#### TWENTY) - SUDAN GOVERNOR EXPELS FRENCH GROUP FROM DARFUR

Sudanese authorities on Monday expelled French aid group [Medecins du Monde](#) from a state in the Darfur region, accusing it of spying on the government and helping rebels. U.N. sources, speaking on condition of anonymity, said Sudanese security officials raided the group's compound and arrested staff in south Darfur's capital Nyala on Thursday. Sudan, highly suspicious of foreign intervention, has had a tense relationship with the aid groups that poured in to help hundreds of thousands of people displaced by Darfur's eight-year conflict between government troops and rebels. Workers from four humanitarian organisations, who asked not to be named, told Reuters there had been a recent increase travel restrictions and worsening security conditions. "I announced today my decision to expel the group from the state," South Darfur governor Abdel Hamid Kasha told Reuters. "Medecins du Monde work as spies. They make negative reports about the state ... They supported the Abdel Wahed Mohamed al- Nur movement with money and food and treatment," he added, referring to one of Darfur's rebel groups. U.N. sources said security officials arrested more than 12 Sudanese people working for the group on Thursday, later releasing all but two. Two foreign workers flew from Nyala to Khartoum over the weekend, they said. Darfur's U.N.-led peacekeeping force said West Darfur authorities last month warned staff from the U.S. Catholic Relief Services (CRS) that they were no longer safe and told them

to leave. Leaflets later circulated in state capital El Geneina falsely accusing the group of distributing bibles in the Muslim region, U.N. sources said. CRS declined to comment. Sudan expelled five U.N. and international Red Cross workers from West Darfur in August last year, soon after Bashir gave a speech authorising states to oust foreign groups that exceeded their mandate.

Fernando Matos Rosa

Brussels

